



Décision n° CODEP-LIL-2018-012372 du Président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 mars 2018 autorisant Électricité de France (EDF) à modifier temporairement les règles générales d'exploitation du réacteur n° 6 de la centrale nucléaire de Gravelines (INB n° 122)

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 18 décembre 1981 modifié autorisant la création par Électricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Gravelines dans le département du Nord ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier MT-RGE/AT/TR6-2018/05 du 6 mars 2018 ;

Considérant que, par courrier du 6 mars 2018 susvisé, EDF a déposé une demande d'autorisation de modification temporaire des règles générales d'exploitation du réacteur n° 6 de la centrale nucléaire de Gravelines portant sur l'indisponibilité de la turbopompe référencée 6 ASG 003 PO ; que cette modification constitue une modification notable de son installation relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier temporairement les règles générales d'exploitation de l'installation nucléaire de base n° 122 dans les conditions prévues par sa demande du 6 mars 2018 susvisée.

Article 2

La modification autorisée par la présente décision est valable jusqu'au 16 mars 2018 à minuit.

Article 3

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 7 mars 2018

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
la directrice générale adjointe**

Signé par

Anne-Cécile RIGAIL